

«Je ne me porterai pas candidat contre le Président...»

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4380 - Dimanche 21 janvier 2018 - Prix : 10 DA

Education à Béjaïa

La Fédération des parents d'élèves exige l'arrêt immédiat de la grève

Page 4

Dialogue 5 + 5

Réunion aujourd'hui à Alger des ministres des Affaires étrangères

Page 2

Une première année pleine de bruit et de fureur

Par Mohamed Habili

Donald Trump a finalement pu boucler sa première année à la Maison-Blanche, au grand dépit des démocrates, qui auront tout fait pour le destituer. On ne connaît pas d'exemple d'un président américain ayant subi des attaques en règle et d'une telle violence dès sa prise de fonction. Tout ce qui a pu être fait pour enclencher contre lui un processus d'impeachment l'a été, et non pas par intermittence, de façon continue au contraire tout au long de cette première année. Rien cependant n'a pu égaler en termes d'absurdité ce grief premier imputant à l'immixtion des Russes son élection face à Hillary Clinton. Une enquête officielle à ce sujet est d'ailleurs en cours, dont les initiateurs ne désespèrent pas qu'elle aboutisse. Or il n'est venu à personne l'idée de mettre en cause le déroulement du scrutin lui-même. Donald Trump n'a eu droit à nul état de grâce, à nulle trêve. Comment les Russes, qui n'ont pas voix au chapitre, ont pu quand même faire élire un président américain ? Auraient-ils corrompu pour ce faire des millions d'électeurs ? Les auraient-ils placés par on ne sait quel tour de magie sous influence au moment précis où ils introduisaient leurs bulletins de vote dans les urnes, et où qu'ils se soient trouvés à ce moment sur le vaste territoire des Etats-Unis ?

Suite en page 3

Démarrage des soldes d'hiver

Les magasins pris d'assaut par les citoyens



Les remises peuvent atteindre 70% mais la majorité des enseignes ont pour l'instant cantonné les réductions entre 30 et 50%... Les soldes d'hiver ont démarré jeudi dans les différents magasins de prêt-à-porter, de chaussures et autres. A cet effet, les promotions affichées ces derniers jours sur les devantures des magasins attirent un grand flux de citoyens alléchés par ce type de vente. Lire page 2

Les forces de l'ordre ferment la route aux manifestants retraités de l'ANP

Plusieurs axes routiers vers Alger bloqués

Page 24

Festival des musiques du XX^e siècle

Une variété de rythmes en clôture

Page 13

Démarrage des soldes d'hiver

Les magasins pris d'assaut par les citoyens

■ Les remises peuvent atteindre 70% mais la majorité des enseignes ont pour l'instant cantonné les réductions entre 30 et 50%... Les soldes d'hiver ont démarré jeudi dans les différents magasins de prêt-à-porter de chaussures et autres. A cet effet, les promotions affichées ces derniers jours sur les devantures des magasins attirent un grand flux de citoyens alléchés par ce type de vente.

Par Meriem Benchaouia

Les remises peuvent atteindre 70% mais la majorité des enseignes ont pour l'instant cantonné les réductions entre 30 et 50%. La période des soldes reste incontournable pour les commerçants. Elle permet non seulement un écoulement accéléré des stocks mais aussi de réaliser des ventes additionnelles. Pour preuve, certains magasins étalent des stocks de marchandises plus abondantes qu'en période normale, probablement des fins de série de l'année dernière. Et ce, tout en gardant un corner d'articles de nouvelle collection. Cette pratique est devenue monnaie courante durant cette période. Les clients s'en accommodent tant bien que mal. Une tournée à Alger a permis de constater de visu l'ampleur de cette opération, étendue à la quasi totalité des magasins de la ville, affichant des promotions défiant toute concurrence pour leurs marchandises, au grand bonheur des citoyens, qui y trouvent leur compte, à l'exemple de Souhila qui a assuré être une habituée des soldes car cela lui permet d'équilibrer son budget. «J'attends les soldes avec impatience, je profite toujours des remises pour faire le plein de vêtements. C'est l'occasion de m'acheter des choses de qualité, sans me ruiner». A la rue Hassiba Ben Bouali, la majorité des magasins est prise d'assaut par les visiteurs en quête de bonnes affaires. «Puisque c'est le week-end et je ne travaille pas,



je suis venue avec mes enfants afin de leur acheter des chaussures et quelques tenues pour l'hiver. Les réductions nous arrangent beaucoup car elles nous permettent de faire quelques économies», nous a dit une mère de famille rencontrée sur place. Sur la rue Didouche Mourad, les magasins connaissent une ambiance qui ne diffère pas trop de celle remarquée au niveau des autres boutiques. Si certains estiment que c'est l'occasion d'acquiescer des produits à bas prix où les démarques sont

respectées, d'autres y voient une véritable arnaque pour attirer les clients. Effectivement ces derniers, conduits par l'idée de faire la bonne affaire, sont souvent déçus. Il se trouve que certains prix ne sont pas vraiment soldés. C'est d'ailleurs le témoignage de certains citoyens. En Algérie, les véritables soldes «n'existent pas». «Il s'agit d'une pratique trompeuse juste pour attirer les clients», affirme un père de famille, selon lequel «des remises symboliques sont appliquées sur des stocks morts». Pour sa part,

le représentant de la direction du commerce de la wilaya d'Alger a précisé que les soldes d'hiver sont prévues jusqu'au 28 février. Selon lui, sa Direction a accordé 122 autorisations aux commerçants et opérateurs économiques au niveau de la capitale, affirmant que l'opération se poursuivra durant la période des soldes pour délivrer davantage d'autorisations. Il a ajouté que les demandes des commerçants sont réceptionnées par voie électronique pour les ventes réglementées (soldes et liquida-

tion de stocks), et ce, dans le cadre de la facilitation des procédures administratives. Les soldes ont pour objectif, selon l'intervenant, de «donner aux commerçants l'opportunité de promouvoir leurs activités et au consommateur l'occasion d'acheter différentes marchandises à des prix réduits». M. Dehar a, par ailleurs, indiqué que l'opération s'effectue en application des dispositions du décret exécutif du 18 juin 2006 fixant les conditions et modalités de vente au rabais, vente promotionnelle, liquidation de stocks, en magasins d'usines et vente au déballage. La décision prévoit également des dispositions claires concernant les peines infligées aux commerçants contrevenants, si ces derniers sont interceptés par les agents de contrôle et de répression des fraudes de la direction du commerce. Les ventes concernent les articles achetés par le commerçant depuis au moins trois mois, avant le début de la période des soldes. Selon la même source, plus de 800 agents de contrôle et de répression des fraudes sont réparties dans 13 circonscriptions administratives et 57 communes de la wilaya, pour relever les infractions et protéger le consommateur. Selon le bilan de la période des soldes d'hiver de 2017, 215 autorisations ont été accordées, tandis que 185 infractions aux conditions de vente au rabais et de vente promotionnelle ont été enregistrées.

M. B.

Dialogue 5+5

Réunion aujourd'hui à Alger des ministres des Affaires étrangères

La 14^e réunion des ministres des Affaires étrangères de la Méditerranée occidentale, dans le cadre du Dialogue 5+5, se tiendra dimanche au Centre international des conférences, Abdelatif-Rahal, à Alger. Cette session sera présidée conjointement par le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel et son homologue français, Jean-Yves Le Drian. La 14^e conférence des ministres des Affaires étrangères du Dialogue 5+5 se tiendra aujourd'hui, à Alger sous le thème «Méditerranée occidentale: promouvoir un développement économique et social inclusif partagé et durable face aux défis communs dans la région».

Ce rendez-vous diplomatique régional verra la participation des chefs de la diplomatie des pays du Dialogue 5+5 de la Méditerranée occidentale et sera co-présidé par le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, et son homologue français, Jean-Yves Le Drian, précise-t-on de même source.

La conférence verra, également, la participation du secrétaire général de l'Union du Maghreb arabe, le secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée et le Commissaire européen en charge de la politique européenne de voisinage et des

négociations d'élargissement, partenaires à ce dialogue. L'Algérie, qui accueille pour la deuxième fois la réunion des ministres des Affaires étrangères du Dialogue 5+5 après celle d'Oran de 2005, plaidera comme à l'accoutumée dans le cadre de sa politique méditerranéenne en faveur de l'avènement d'un espace euro-méditerranéen de paix, de stabilité et de prospérité partagée, souligne le communiqué du ministère des Affaires étrangères. Cette réunion sera aussi l'occasion d'échanges sur les questions régionales, notamment celles relatives à la sécurité, la lutte contre le terrorisme, la déradicalisation et la migration et sera sanctionnée par une Déclaration ministérielle 5+5 d'Alger. En marge de cette conférence, le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, aura des rencontres bilatérales avec ses homologues des deux rives, ajoute le communiqué. Les pays membres du Dialogue 5+5 en Méditerranée occidentale sont l'Algérie, l'Espagne, la France, l'Italie, la Libye, Malte, le Maroc, la Mauritanie, le Portugal et la Tunisie. C'est en 1983 que l'idée de mettre en place un cadre de dialogue pour les pays riverains de la Méditerranée occidentale avait été lancée et avait



débouché sur la tenue de deux rencontres organisées en 1988 et en 1989. La 1^{re} conférence du Dialogue 5+5 en Méditerranée occidentale s'était tenue à Rome en 1990.

Depuis, l'Algérie a abrité plusieurs conférences ministérielles dans différents secteurs. Elle a été notamment à l'origine

de la mise en place d'un nouveau segment 5+5 dédié à l'environnement et aux énergies renouvelables, de concert avec l'Espagne.

Une conférence tenue à Alger en 2015 a eu également le mérite de mettre en place un autre segment consacré à l'eau.

Louiza Ait Ramdane

Ouyahia lors d'une conférence de presse à l'issue du conseil du RND

«Je ne me porterai pas candidat contre le Président et je l'appuierai s'il se présente pour un cinquième mandat»

■ Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia, a réaffirmé, samedi à Alger, qu'il ne compte pas se présenter aux élections présidentielles de 2019 contre le président de la République, ajoutant qu'il lui apportera «tout son appui» s'il se présente pour un cinquième mandat.

Par Safy T.

«Je ne me porterai pas candidat à la présidentielle de 2019 contre le Président et il aura tout mon appui s'il se présente pour un cinquième mandat», a indiqué M. Ouyahia, en réponse à une question de la presse sur la possibilité de le voir candidat aux élections présidentielles de 2019, à l'issue des travaux de la 4^e session ordinaire du Conseil national du RND. M. Ouyahia a mis en avant la confiance placée en lui par le Président Abdelaziz Bouteflika, citant pour exemple sa désignation aux postes de directeur de cabinet à la présidence de la République, puis Premier ministre, ajoutant : «Même si je n'ai rien fait depuis ma désignation à la tête du gouvernement, j'ai pu au moins faire sortir les Algériens de l'illusion de l'aisance financière». Concernant son absence à la conférence sur la transition énergétique en Algérie, organisée par le Forum des chefs d'entreprises (FCE), et à la rencontre d'orientation nationale des présidents des Assemblées populaires communales et de wilayas (APC-APW), organisée par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Ouyahia a expliqué que son absence est due à «ses engagements au sein du gouvernement», ajoutant qu'en sa qualité de Premier ministre «il n'est pas tenu d'assister à l'ensemble des rencontres sectorielles». Par ailleurs, M. Ouyahia a réaffirmé que le parti du Front de libération nationale (FLN) constitue «un allié stratégique» pour le RND dans le soutien du programme du président de la République au service de l'Algérie. M. Ouyahia «a catégoriquement



PIVD, R.

démenti» les informations relayées par certaines parties sur «l'existence d'un quelconque rapport des services de sécurité, pour avoir tenu des propos d'intimidation dans mes discours».

«Il n'y a pas de lutte de clans au sein du pouvoir»

Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia, a affirmé qu'il n'y avait pas de «lutte de clans au sein du pouvoir». Interrogé lors de la même conférence de presse, M. Ouyahia a indiqué qu'il n'y avait pas de «lutte de clans au sein du pouvoir», assurant qu'au sein de «l'appareil de l'exécutif, il n'y en a pas et il ne peut y en avoir, car cet appareil a un chef». «Vous m'avez posé une question sur la présence de clans au sein du pouvoir, je vous répondrai en tant que système», a précisé M. Ouyahia, précisant que le pouvoir, sous la direction du président de la République, Abdelaziz

Bouteflika, a, depuis 1999, œuvré dans le sens de mettre fin aux spéculations ayant cultivé l'amalgame sur cette question (du pouvoir) en Algérie. Commentant une question d'un journaliste, selon laquelle il aurait été «appelé à l'ordre» par le président de la République, M. Ouyahia a fait observer que «le Président n'a pas besoin de me rappeler à l'ordre. Il m'a nommé et peut me démettre», a-t-il souligné. «C'est cela le fonctionnement d'une République et d'un régime semi-présidentiel. Il n'y a pas de clans au sein du pouvoir en tant que structure», a-t-il insisté. La Charte de partenariat sociétairé privé-public, un document «référentiel» qui requiert une loi Ahmed Ouyahia a aussi affirmé que la Charte de partenariat sociétairé privé-public, signée récemment par le gouvernement, le Patronat et l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta), constituait un document «référentiel» qui requiert une loi. La Charte sociétairé privé-public est un «docu-

ment référentiel» qui nécessite une loi, a déclaré M. Ouyahia, ajoutant que «l'Etat est régi par des lois». Après avoir rappelé les différentes lois relatives à la privatisation de 1995 à 2002, le secrétaire général du RND a souligné que «certains sur la scène politique ont créé un conflit sans aucun contenu politique». «Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a donné une instruction de subordonner tout partenariat à son accord», a expliqué M. Ouyahia, précisant que le «Président a tranché, ainsi, sur cette question». Indiquant par ailleurs que «la loi de finances 2018 a été adoptée par le Parlement avec un déficit de 1 800 milliards de dinars», M. Ouyahia a estimé que «l'augmentation du prix du baril de pétrole à 65 ou encore à 70 dollars ne peut résoudre la crise».

«Pour l'application de la peine de mort aux narcotrafiquants»

Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique, Ahmed Ouyahia, a également préconisé l'application de la peine de mort contre les narcotrafiquants, justifiant sa position par l'impact de la drogue sur les jeunes Algériens. «J'avais dit en tant que de secrétaire général du parti que j'appliquerais la peine de mort contre les trafiquants de drogue, si la décision me revenait», a déclaré M. Ouyahia lors d'une conférence de presse animée à l'issue des travaux de la 4^e session ordinaire du conseil national du RND. Soulignant que «la drogue existe de façon quotidienne», il a indiqué que «le haschisch ne vient pas d'Afghanistan», ajoutant que «tout le monde connaît la provenance de ces substances toxiques en Afrique du Nord». Après avoir déploré la situation des jeunes Algériens en proie à la toxicomanie, il a salué les efforts consentis par l'ANP et les différents organes de sécurité luttant contre ce fléau. M. Ouyahia avait affirmé, jeudi, lors dans son allocution à l'ouverture de la 4^e session ordinaire du conseil national de son parti, que le RND «condamne d'abord tous ceux qui, de l'extérieur, tentent de noyer notre pays sous un énorme flux de haschisch et de cocaïne», considérant qu'il s'agit là d'«une véritable agression contre notre peuple à travers une tentative d'empoisonner notre jeunesse et de ralentir notre développement». «C'est là aussi une insulte grave envers l'avenir commun des peuples maghrébins», a-t-il martelé. S. T./APS

Parti Tajamoue Amel El-Djazair TAJ propose d'injecter la moitié des transferts sociaux dans le Fonds d'investissement

LE PRÉSIDENT de Tajamoue Amel El-Djazair (TAJ), Amar Ghoul, a proposé, samedi à Médéa, d'injecter la moitié du montant actuel des transferts sociaux dans le Fonds d'investissement et de développement, dans le but de «doper» l'investissement productif et d'encourager la création de nouveaux emplois. «Nous estimons, au sein du parti TAJ, que 50% du montant global des transferts sociaux, qui se situe aux alentours de 1 700 milliards de DA, peuvent suffire à prendre en charge les besoins des couches sociales défavorisées et celles au revenu moyen, et il serait judicieux de consacrer l'autre moitié à développer l'investissement productif et au financement des secteurs d'activités stratégiques susceptibles de créer de l'emploi et de la richesse», a indiqué Ghoul, lors d'une rencontre avec les élus du parti. «Il ne s'agit pas d'une remise en cause du principe de préservation des acquis sociaux, prôné et défendu par l'Etat, mais d'une démarche destinée à protéger ces catégories, à travers une meilleure gestion des fonds qui lui sont consacrés, et à rationaliser ses dépenses de façon qu'ils puissent parvenir à ceux qui en sont réellement dans le besoin», a fait observer le président de TAJ. L'argent ainsi récupéré ira renflouer, selon Ghoul, le Fonds d'investissement et de développement, d'où les pouvoirs publics peuvent puiser pour financer des projets d'investissement et faire marcher l'outil de production national. Ghoul a suggéré, dans ce contexte, l'élaboration d'un fichier social des catégories qui devront bénéficier de ce soutien de l'Etat, qui pourrait être perçu sous forme d'allocation ou d'aide directe, et concernerait exclusivement l'aide à l'accession au logement, le transport, l'éducation et certains produits de large consommation, a-t-il indiqué. H. Y.

LA QUESTION DU JOUR

Une première année pleine de bruit et de fureur

Suite de la page une

Pour s'expliquer qu'un amateur sans mérite intellectuel, à leurs yeux le seul qui compte, ait pu l'emporter sur une professionnelle confirmée, les partisans de celle-ci n'ont eu d'autre choix que d'humilier leur propre raison, en soutenant de bout en bout une stupidité sans nom : l'élection du président américain par les Russes. On en vient à se demander qui sont donc ces Russes, qui se trouvant hors des frontières américaines ont néanmoins réussi à faire élire Donald Trump ? Ce ne peut être les habitants actuels de la Russie en tout cas, matériellement dans l'incapacité d'obtenir ce résultat. Ce serait bien si les démocrates se décidaient à expliquer à leur monde de quels Russes il s'agit en l'occurrence. Si ce sont les Russes que tout le monde connaît ou s'ils ont en vue un peuple différent mais qui seulement porte le même nom. Or cette histoire n'est pas finie. Tant que Robert Mueller, le procureur en charge du dossier n'a pas encore conclu à l'absurdité de ce qu'il est censé rechercher, les médias en guerre totale contre le locataire de la Maison-Blanche ne désarmeront pas, cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Dans un seul cas seulement, ils passeront à autre chose : si un scandale voit le jour par rapport auquel son élection par les soins des Russes devient quelque chose d'anecdotique. On peut être sûr que la vie de Trump et celles des siens sont depuis le début passées au crible, à la recherche de ce manquement aux règles convenues susceptible d'avoir raison de lui une fois rendu public. Ou qui, à défaut, l'empêche du moins de prétendre à un deuxième mandat, de récidiver en quelque sorte. Car rien ne dit encore que ses adversaires pour puissants et intraitables qu'ils soient en auront fini avec lui au terme de ce premier mandat. Le soin qu'il met à satisfaire l'une après l'autre ses promesses de campagne n'est pas d'un homme affaibli par les attaques subies et qui n'aspire qu'à les voir prendre fin, ce qu'il sait ne pouvoir obtenir qu'en abandonnant la partie. Les démocrates, et avec eux tous ceux qui voient en lui un mauvais présage pour le leadership américain, un signe du déclin des Etats-Unis, savent que c'est là la meilleure des campagnes présidentielles : employer tout un mandat pour fédérer ses électeurs en vue du deuxième. Comme cela n'est pas pour les rassurer, cela non plus n'est pas pour atténuer leur hostilité. M. H.

Education à Béjaïa

La Fédération des parents d'élèves exige l'arrêt immédiat de la grève

■ La grève du Cnapeste a suscité la colère des parents d'élèves qui ont décidé d'agir pour faire cesser cette nouvelle action.

Par Hocine Cherfa

La Fédération des associations des parents d'élèves de la wilaya de Béjaïa (FAPEWB) annonce la tenue d'un sit-in devant la wilaya afin d'«exiger l'application stricte des lois relatives aux droits des enfants pour l'éducation, l'arrêt immédiat de la grève et le retour inconditionnel de nos enfants aux études et mobiliser les moyens nécessaires au profit des élèves afin de rattraper le retard accumulé dans les programmes», lit-on dans l'appel posté sur les réseaux sociaux. La décision a été prise lors d'une réunion extraordinaire tenue mercredi dernier. La FAPEWB, justifie cette action par un certain nombre de points dont son entretien avec les responsables des instances concernées (Ministère-Direction éducation), les différentes réunions et rencontres avec les responsables locaux et les associations des parents d'élèves, les grèves répétées et prolongées mettant sérieusement en péril la scolarité de nos enfants, le droit à l'éducation des enfants reconnus par toutes les instances internationales, aujourd'hui bafoqués, l'incapacité des pouvoirs publics à soustraire nos enfants de la prise d'otages constituée de parties irresponsables jouant avec leur avenir. Pour rappel, elle a averti la semaine dernière qu'elle allait



PHOTO: R.

prendre ses responsabilités et ne pas garder le silence si le mouvement de grève venait à persister. Djoudi Touzi a même exprimé son étonnement sur cette nouvelle grève, rappelant avoir discuté les 10 et 11 du mois courant avec des responsables

au niveau de la direction de l'éducation et du ministère qui m'ont confirmé que les revendications des enseignants ont été prises en charge. «Tous les problèmes soulevés par le Cnapeste, en novembre dernier notamment, ceux liés à la gestion

des carrières des enseignants et aux reliquats de paiement ont été pris en charge par la tutelle», a-t-il souligné, considérant que «cette grève ne travaille pas dans l'intérêt des élèves qui sont complètement anéantis et ont le sentiment d'être abandonnés».

Cependant, le Cnapeste donne un autre son de cloche. Dans une déclaration récente, le syndicat «dénonce vigoureusement la volte-face de la direction de l'éducation en optant pour des ponctions provocatrices sur salaires». Il accuse la direction de l'éducation de trouver des prétextes pour ajourner encore la prise en charge des revendications des enseignants: «au lieu de tendre à créer un climat d'apaisement et de travailler au règlement des dossiers posés, la direction de l'éducation s'ingénie à trouver des échappatoires et à ajourner le règlement des dossiers en souffrance», lit-on dans le document. Et de relever ensuite que «des milliers de situations administratives et financières en instance, de l'assainissement et de la régularisation du dossier du logement, de la mise en service du siège de la médecine du travail, du manque en moyens pédagogiques et didactiques, du mauvais fonctionnement d'un certain nombre d'établissements des trois paliers...». Dans ce sens, il est fait état du blocage, dont certaines revendications remontent à plus de cinq années: «tous les actes administratifs déposés au niveau du contrôle financier, seulement moins de 20% ont été visés, faisant fi ainsi du respect des délais», fait-il observer.

H. C.

Pour préserver le legs du ksar de Ouargla

Artisanat : réhabiliter la broderie traditionnelle

De nombreuses artisanes du Ksar de Ouargla, spécialisées dans la broderie traditionnelle, ambitionnent de réhabiliter ce legs ancestral populaire. Selon des artisanes approchées par l'APS, les brodeuses du vieux ksar de Ouargla se sont attelées ces deux dernières années à relever le défi de revivifier la broderie traditionnelle et la préserver contre les risques de sa disparition. Khadra Boussehal, une des figures de proue de l'artisanat et de la broderie traditionnelle en particulier, a présenté ce patrimoine séculaire comme incarnant un large pan de l'ancien mode de vie des habitants du ksar, avant d'être repris dans d'autres régions, notamment à Touggourt où il a été développé dernièrement. M^{me} Boussehal, qui prend en charge actuellement la formation chez elle de dix filles, futures artisanes en broderie traditionnelle, a estimé que la réouverture de l'école régionale de broderie traditionnelle de Ouargla, fermée depuis de longues années, est l'un des facteurs susceptibles de réhabiliter le patrimoine de la broderie traditionnelle. Cet établissement constituait, selon l'in-

tervenante, un acquis inestimable pour les artisanes de la région, du fait qu'elle contribuait largement à armer les filles de la région d'un métier et d'un savoir-faire source de revenus d'une part, et à préserver ce legs séculaire, d'autre part. Oum-Kaltoum Sayeh, une autre ancienne artisane et présidente d'une association, a indiqué que moult initiatives ont été menées par des associations locales pour préserver la broderie traditionnelle et la léguer intacte aux générations montantes, en vue de la pérenniser parmi la population du ksar

de Ouargla. Rappelant les multiples manifestations visant à mettre en exergue cette activité et mises à profit également pour revoir et examiner les mécanismes et voies de sa promotion, l'intervenante a estimé que l'ouverture d'ateliers et d'expositions, tout au long de l'année, au niveau de la chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) est une première démarche jugée adéquate pour concrétiser sur le terrain les objectifs des artisanes, visant à drainer de plus en plus d'adhérentes et relancer le projet de l'école régionale de formation

en broderie traditionnelle.

Un ambitieux programme pour réhabiliter la broderie traditionnelle et le tapis local

Un ambitieux programme portant réhabilitation de la broderie traditionnelle et du tapis local, apanage de Ouargla, est en cours d'élaboration. Le programme prévoit l'ouverture, au premier trimestre de l'année en cours au niveau de la CAM, d'un espace de rencontre et d'échange d'expériences pour la promo-

tion de cette activité entre les artisans et artisanes, a indiqué le directeur de la CAM, Abdelkader Hachani.

Outre cet espace appelé à se substituer à l'école régionale, il est relevé l'ouverture d'une école de formation des femmes au foyer dans différents segments de l'artisanat pratiqués par la femme ouarglienne, notamment la pâtisserie traditionnelle à base de dattes.

Une convention a été signée avec une artisane pour prendre en charge les stagiaires.

Le même responsable a soutenu que la CAM est disposée à dégager des espaces de formation au profit des adhérentes, en plus de la mobilisation d'encadreurs expérimentés chargés de l'accompagnement et du suivi pour promouvoir les produits de l'artisanat et valoriser les métiers. Pour le formateur Abdallah Djefal, de l'école de formation des métiers traditionnels, la réhabilitation des anciens métiers et leur promotion requiert une stratégie adaptée aux besoins des métiers, de qualification et de savoir-faire.

Kamel L.

Après avoir consommé un produit laitier de qualité douteuse

85 personnes intoxiquées à travers plusieurs communes de Médéa

Quatre-vingt-cinq personnes ont été intoxiquées, vendredi, après avoir consommé un produit laitier de qualité douteuse, a appris l'APS auprès du directeur local de la santé. Selon Mohamed Cheggouri, les cas d'intoxication alimentaire, provoqués par ce produit, en l'occurrence du lait caillé (rayeb), ont

été enregistrés au niveau des communes de Médéa, Draa-Smar, Ouled-Brahim et Berrouaghia, ajoutant que les structures sanitaires relevant de ces localités ont été mobilisées pour prendre en charge ces victimes, dont des enfants et des personnes âgées. Soixante-six personnes, admises en urgence

au niveau de ces structures, ont reçu les soins nécessaires et rejoint leur domicile, en début de soirée, a-t-il indiqué, précisant que dix-neuf autres patients ont été maintenus en observation et devraient quitter, à leur tour, les hôpitaux où ils ont été admis, au fur et à mesure de l'amélioration de leur état.

L. M.

Opep-non-Opep

Guitouni à Mascate pour la réunion du Comité de suivi

■ Le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni, prendra part aujourd'hui à Mascate (Sultanat d'Oman) à la réunion du Comité de suivi conjoint Opep et non-Opep qui examinera les conclusions des travaux du Comité d'experts (le JTC), apprend-on auprès de ce ministère.

Par Mehdi F.

Le Comité de suivi conjoint Opep et non-Opep, ou le JMMC (Joint Ministerial Monitoring Committee), est composé de trois pays membres de l'OPEP que sont l'Algérie, le Koweït et le Venezuela et de deux pays non membres de l'Opep, à savoir la Russie et Oman. Il a été créé à la suite de la 171^e Conférence ministérielle de l'Opep tenue à Alger en novembre 2016 et de la Déclaration de coopération ultérieure faite lors de la réunion ministérielle conjointe Opep-non Opep tenue en décembre 2016 à Vienne, rappelle la même source. Ce comité est chargé de veiller à ce que les objectifs de la 171^e



Conférence ministérielle de l'Opep et ceux de la Déclaration de coopération soient réalisés grâce à la mise en œuvre des ajustements volontaires de la production de pétrole des pays Opep et non-Opep signataires de l'accord de coopération. Il facilitera également l'échange d'analyses et de perspectives conjointes, ce qui fournira une contribution précieuse à l'évaluation du processus de conformité, rappelle encore le ministère.

Le prix du panier Opep à 67,20 dollars

Le prix du panier de référence du brut de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est établi à 67,20 dollars le baril, contre 67,07 dollars la veille, a indiqué l'Organisation sur son site web. Introduit en 2005, le panier de référence de l'Opep comprend quatorze types de pétrole, dont le Sahara Blend

(Algérie), l'Iran Heavy (Iran), Es-Sider (Libye), Basra Light (Irak), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie Saoudite), Girassol (Angola) et le Mery (Venezuela). Vendredi, les cours du pétrole reculaient en fin d'échanges européens, en baisse nette sur la semaine alors que l'Agence internationale de l'Energie (AIE) a renforcé les craintes d'une hausse de la production américaine. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars valait

68,63 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 68 cents par rapport à la clôture de jeudi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de février cédaient depuis décembre 2014 atteints en début de semaine, à 70,37 dollars lundi pour le Brent et à 64,89 dollars pour le WTI. Dans son rapport mensuel sur le pétrole publié vendredi, l'AIE prévoit que la production américaine de brut augmentera de 1,35 million de barils par jour (mb/j) cette année, pour atteindre «un pic historique au-dessus de 10 mb/j, dépassant l'Arabie saoudite et rivalisant avec la Russie», si ces deux derniers continuent de limiter leur propre production. Pour sa part, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), prévoit également dans son propre rapport mensuel jeudi, une hausse de la production des pays ne faisant pas partie de l'Organisation. Les cours de l'or noir ont grimpé au cours des derniers mois, en raison notamment des efforts de l'Opep et de ses dix partenaires, dont la Russie, qui sont en effet engagés depuis fin 2016 dans un accord de limitation de la production qui vise à élargir les réserves mondiales, rééquilibrer le marché, et donc faire remonter les prix. L'accord a été renouvelé à deux reprises et court actuellement jusqu'à fin 2018.

M. F./APS

Chine

Accélération de la croissance à près de 7%

La croissance du PIB de la Chine s'est accélérée à 6,9% en 2017, un net bond après avoir enregistré l'année précédente sa pire performance depuis plus d'un quart de siècle (6,7%), a annoncé le gouvernement chinois. La croissance économique chinoise a également bien résisté au quatrième trimestre, à 6,8%, a indiqué le Bureau national des statistiques (BNS), malgré une vaste campagne anti-pollution pénalisant l'activité. Le gouvernement chinois peut s'estimer satisfait. Il tablait pour l'ensemble de l'année 2017 sur une croissance bien plus faible, d'environ 6,5%. Cette accélération de

la croissance en 2017 s'explique par les chantiers d'infrastructures, les investissements dans l'immobilier et une amélioration de la demande internationale. Le gouvernement a également facilité le recours au crédit, stimulant ainsi la demande des ménages. Autre facteur venu au secours du PIB de la Chine: son commerce extérieur, un pilier de son économie, qui s'est fortement repris en 2017. Un phénomène catalysé par l'embellie de la conjoncture aux Etats-Unis et en Europe: après leur effondrement de 2016, les exportations chinoises ont rebondi de 8% l'an passé. Mais la croissance reste menacée

par l'envolée de la dette (publique et privée) du pays, qui dépasse 250% du PIB. Et si la Chine durcit son arsenal réglementaire pour y faire face, des «tensions» menacent sa stabilité financière, a indiqué en décembre le Fonds monétaire international (FMI). Le PIB chinois est également freiné par diverses mesures prises par Pékin. Parmi elles: le sabrage des surcapacités industrielles, ou encore les restrictions dans l'immobilier afin de limiter l'envolée des prix dans les grandes villes. Mais l'une des décisions les plus spectaculaires de 2017 aura été la campagne lancée

contre la pollution de l'air. Pékin impose depuis plusieurs mois aux usines du nord du pays des fermetures ou des réductions de production. Mais ce ralentissement imposé de l'activité industrielle n'a pas eu d'impact déterminant sur la croissance. Elle s'est maintenue à 6,8% au 4^e trimestre, dans la foulée des premier et deuxième trimestres de l'année (6,9%) et du troisième (6,8%). La production industrielle est par ailleurs restée robuste en décembre (+6,2%). Sur l'ensemble de 2017, elle progresse même de 6,6%. Pékin ambitionne de rééquilibrer l'économie nationale vers les services et la

consommation, au détriment des investissements dans les infrastructures, des exportations et de l'industrie lourde. Mais les investissements en capital fixe, jauge des dépenses d'infrastructures, ont néanmoins gonflé de 7,2% sur l'ensemble de 2017, a annoncé jeudi le BNS. «En 2018, l'économie chinoise devrait connaître une croissance honorable de 6,5%. L'exacerbation des tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis constitue peut-être le seul risque à court terme», a indiqué dans une note la banque ANZ.

Salim O./agences

Changes

L'euro en légère hausse face au dollar

L'euro montait face à un dollar affaibli par le risque de paralysie de l'Etat fédéral américain en cas où un budget provisoire ne sera adopté. L'euro valait 1,2253 dollar en début d'après-midi, contre 1,2243 dollar jeudi soir. La monnaie unique européenne baissait face à la devise japonaise, à 135,51 yens contre 135,92 yens jeudi soir. Le

billet vert aussi perdait du terrain face à la monnaie nipponne, à 110,59 yens contre 111,02 yens la veille au soir. L'euro restait prisé par les cambistes vendredi, mais restait à distance d'un sommet depuis mi-décembre 2014 atteint mercredi (à 1,2323 dollar). L'euro et la livre britannique sont parvenus à conserver leurs gains ces derniers jours, ce qui montre

la confiance des cambistes dans les perspectives à plus long terme des deux devises, mais aussi les incertitudes actuelles vis-à-vis du dollar, a observé Konstantinos Anthis, analyste chez ADS Securities. Les cambistes devraient ainsi se focaliser vendredi sur le Sénat américain car si un budget provisoire n'y est pas adopté d'ici vendredi

soir, l'Etat fédéral pourrait se trouver en partie paralysé à partir de samedi matin, et des centaines de milliers de fonctionnaires fédéraux mis en congés sans solde. Cette question n'a jusqu'à présent pas préoccupé les marchés, mais «avec un dollar sur une pente descendante, une paralysie déclencherait encore plus de ventes», a préve-

nu Derek Halpenny, analyste chez MUFG. Et la durée incertaine d'une telle paralysie pourrait commencer à faire douter les cambistes de la capacité de la Réserve fédérale américaine (Fed) à relever ses taux d'intérêt en mars, une action dont la probabilité est actuellement de 80%, a expliqué M. Halpenny.

R.E.

Oum El Bouaghi

La commune d'El Djazia... de l'enclavement au développement

■ Classée en 2003 parmi les cinq communes les plus pauvres du pays et les moins développées, El Djazia, située à environ 70 km à l'est d'Oum El Bouaghi, a pu briser l'étau de l'indigence et de l'enclavement à travers l'engagement de plusieurs opérations ayant permis de relever les défis du développement.



de réseau de distribution d'eau potable pour plusieurs mechtas, la requalification de tronçons routiers et la réalisation d'équipements administratifs, selon la même source. Et d'ajouter : le président de la l'APC d'El Djazia a fait une proposition verbale au wali d'Oum El Bouaghi pour le fonçage d'un forage dans une mechta pour l'alimentation de ses habitants en eau potable. La commune d'El Djazia est aujourd'hui première dans la wilaya en termes de modernisation de son administration, assure son SG, qui affirme que l'établissement d'une carte grise ou d'un permis de conduire ne prend que 15 minutes alors que l'établissement d'un carte d'identité nationale biométrique nécessite quatre jours.

L. B./APS

Par Lyes B.

Si étendant sur 19 600 hectares avec une population d'environ 7 000 âmes réparties sur 11 mechtas, cette collectivité locale à vocation essentiellement agropastorale a fait beaucoup de chemin comparativement aux années 1990, affirment des habitants approchés par l'APS. Pour autant, ajoutent-ils, des insuffisances persistent notamment en matière de santé, de logement et de travail. Pour les jeunes de la commune qui relèvent l'évolution visible en infrastructures et équipements, le chômage continue de frapper fort dans les milieux juvéniles. Adel Belkheiri (30 ans) affirme avoir plusieurs fois tenté de lancer une activité commerciale mais ce fut toujours l'échec en raison des frais de location des locaux et du faible mouvement commercial dans la localité. Le même constat est émis par son cousin Daoudi Belkheiri, qui

tient une épicerie et cultive un verger oléicole. Pour ce jeune, El Djazia renferme d'importantes potentialités pour le développement de l'oléiculture mais exige soutien et appui. Sexagénaire, Mohamed Zitouni, secrétaire de l'Organisation nationale des moudjahidines dans la commune d'El Djazia, met l'accent sur le problème de manque de ressources hydriques qui menace l'agriculture dans la mechta El Forn notamment avec la persistance de l'interdiction de réaliser des forages dans la région. Pour lui, les autorités locales doivent trouver des solutions alternatives pour sauver le gagne-pain et la principale source de subsistance de la population locale en autorisant le fonçage de puits collectifs réservés à l'irrigation agricole.

Marche difficile mais progressive vers le développement

Le 10 octobre 2003, le prési-

dent de la République, Abdelaziz Bouteflika signe le programme de «lutte contre la pauvreté et l'exclusion» spécial pour cinq communes du pays et une délégation a été alors dépêchée pour réaliser un diagnostic de l'ampleur des insuffisances puis mettre en marche la roue de développement, a rappelé Abdelhamid Merahi, Secrétaire général de cette commune. Sur la base de l'évaluation réalisée par des experts nationaux et étrangers, les besoins pour l'exécution de multiples projets dans les divers secteurs ont été estimés à 760 millions DA. Entre 204 et 2005, 60 millions DA ont été engagés permettant la requalification de 150 habitations précaires, l'équipement de 25 puits, la création de 17 unités d'élevage avicole et 50 autres unités d'élevage bovin en plus de l'équipement des établissements scolaires de la commune.

Efforts de développement

Les demandes pour bénéficiaire de logements ou lots à bâtir sont nombreuses au niveau des services de la commune, souligne son Secrétaire général, qui affirme que depuis 1985, les habitants d'El Djazia ont bénéficié de 800 logements ruraux et 200 logements publics locatifs (LPL). Actuellement, 36 autres logements LPL sont en cours de réalisation parallèlement à l'aménagement de lotissements et les demandes sur les aides aux logements ruraux atteignent 200. La commune compte aujourd'hui trois écoles primaires, trois unités sanitaires, une agence postale, un collège d'enseignement moyen et un lycée outre un siège de Gendarmerie nationale et une salle polyvalente, indique M. Merahi, soulignant que ces équipements répondent relativement aux besoins des habitants en attendant la concrétisation d'autres projets. Pour le plan de développement communal 2018, il a été proposé 14 projets portant notamment sur la réalisation

Tébessa/Réalisation de 1 500 logements AADL-2 à El-Douken Résilience du contrat d'une société turque chargée de la construction

LES SERVICES de la wilaya de Tébessa ont procédé à la résiliation du contrat d'une société turque «Polykon Karamaden» chargée de la construction de 1 500 logements du programme location-vente (AADL-2) dans la localité de Douken, au chef lieu de wilaya, a annoncé le wali, Atallah Moulati. Cette décision a été prise suite «au non-respect des délais fixés et des dispositions du cahier des charges», a expliqué à l'APS M. Moulati, relevant que des «contacts sont en cours» avec une autre entreprise pour la relance du chantier. Le programme de 1 500 logements AADL a été confié en réalisation à la société turque en février 2016 pour un délai de réalisation de 30 mois mais le chantier «peine à émerger», a-t-il déclaré. Le chef de l'exécutif local a fait savoir que 6 000 demandes de logements, dont 3 000 au chef-lieu de wilaya, ont été enregistrées à ce jour dans la wilaya de Tébessa, soulignant que la wilaya a bénéficié d'un programme de 1 000 logements participatifs aidés (LPA) de la nouvelle formule, répartis sur plusieurs communes, pour «satisfaire les demandes exprimées en matière de logement». Il a également rappelé que les services de la wilaya prévoient l'attribution «avant la fin du premier semestre de l'année 2018» de 2 000 logements, tous segments confondus, dont 1 000 unités au chef-lieu de wilaya.

R.R.

Centre de facilitation des PME d'Oran

Accompagnement de 370 porteurs de projets

Le Centre de facilitation de la petite et moyenne entreprise (PME) d'Oran a accompagné 370 porteurs de projets pour créer des entreprises au courant de 2017, a révélé ce centre. 203 de ces projets concernent les services et 154 le secteur industriel, a indiqué le chef de service accueil et orientation du département communication, généralisation et animation au même centre, Amine Dinar. L'accompagnement des porteurs de projets s'effectue dans les différentes étapes de la mise en place de l'entreprise avec notamment l'orientation selon les besoins et la formation dans le domaine de création et de gestion d'une entreprise, en plus de l'élaboration de plans d'affaires (étude technico-économique), a-t-il ajouté, soulignant que les prestations sont offertes gratuitement par le centre aux porteurs de projets. Quelque 70 porteurs de projets ont

bénéficié d'une formation sur divers thèmes, dont les modalités de la mise en place et la gestion des entreprises, la commercialisation des produits et la gestion des stocks et tout ce qui est lié au monde de l'entrepreneuriat, dispensée par des cadres du centre de facilitation des PME et ponctuée par un diplôme. Le centre offre les conditions nécessaires de rencontre entre les porteurs de projets et les dispositifs d'emploi dont la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac), l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej), l'Agence nationale de gestion du micro crédit (Angem) et le programme de soutien de jeunes, a indiqué le chef de service information et animation, Bounib Kheireddine. Dans ce cadre, 160 porteurs de projets dans différents secteurs ont bénéficié de cette formation encadrée par les cadres des dispositifs précités, a poursuivi.

Le Centre de facilitation de la petite et moyenne entreprise organise des sorties aux universités et centres de formation professionnelle de la wilaya pour sensibiliser les étudiants et les stagiaires sur l'importance de l'accès au monde de l'entrepreneuriat, exposer les services de ce centre activant depuis dix ans et qui est considéré comme le premier au niveau national. Des caravanes d'information sur les services du centre sont organisées avec différents secteurs dont ceux de la jeunesse et sports, de la formation et de l'enseignement professionnels et de l'action sociale, en plus de la participation aux salons internationaux, notamment la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat et colloques et séminaires dédiés à l'industrie.

Hocine A.



ONU/Libye

L'ONU et les médiateurs libyens discutent de la réconciliation nationale



Par Faten D.

« **L**a Manul et le Pnud ont réuni cette semaine plus de 60

médiateurs locaux pour partager leurs expériences en matière de facilitation des accords de paix et de cessez-le-feu», a indiqué le communiqué.

«Au cours de l'atelier, les par-

ticipants ont identifié les principaux obstacles à leur travail, tels que les interférences extérieures, le manque de neutralité et la politisation de certains acteurs de la réconciliation, l'absence

■ La Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) et le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) ont tenu un atelier de trois jours avec des dizaines de médiateurs libyens et ont notamment évoqué des efforts de médiation et des défis à relever, a déclaré, vendredi, la Manul dans un communiqué.

d'une institution de réconciliation unifiée en Libye et le manque de coordination entre les acteurs de la réconciliation», a ajouté le communiqué.

La faible participation des jeunes et des femmes à la médiation ainsi que le manque de soutien et de réparation du gouvernement ont été parmi les obstacles qui entravent les efforts de médiation en Libye, a-t-il révélé.

«Après trois jours de délibérations, les participants ont suggéré la création d'un organe national unifié et indépendant, appelé les autorités à adopter une feuille de route impliquant toutes les parties engagées dans la réconciliation, et demandé une

meilleure coordination entre tous les médiateurs libyens», selon le même communiqué.

Les forces de sécurité libyennes poursuivent les survivants de l'EI près de Syrte

Le gouvernement libyen soutenu par les Nations unies a déclaré vendredi que des patrouilles avaient été déployées pour traquer les membres survivants du groupe terroriste auto-proclamé «Etat islamique» (EI/Daech) près de la ville de Syrte.

«Les forces de sécurité de Syrte ont effectué des missions de patrouille de routine pour poursuivre les survivants de l'EI et pour garantir la sécurité de vallées dans le sud de Syrte», a déclaré le service d'information des forces gouvernementales.

Le service d'information a confirmé que cette opération avait été menée sur trois jours consécutifs.

Le bureau a publié des images d'un certain nombre de véhicules militaires patrouillant les déserts et vallées de Syrte.

En décembre 2015, les forces alliées au gouvernement libyen, soutenu par les Nations unies, ont vaincu l'EI et ses mouvements affiliés et les ont expulsés de Syrte, une ville située à quelque 450 km de Tripoli, la capitale du pays. Depuis, les éléments de l'EI survivants ont fui vers les régions de vallées et de montagnes du sud du pays.

F. D./APS

Sahara occidental/Maroc

La CONASADH dénonce la répression exercée dans les geôles marocaines contre les étudiants sahraouis

La Commission nationale sahraouie des droits de l'Homme (Conasadh) a dénoncé la répression exercée dans les geôles marocaines contre les étudiants sahraouis, indique l'Agence de presse sahraouie (SPS).

Dans un communiqué rendu public après le report du procès des étudiants en détention, la Conasadh a rendu hommage aux étudiants sahraouis pour leur résistance et leur courage face à l'occupation marocaine et salué la grande solidarité avec les familles par les sympathisants sahraouis, notamment les étudiants et les militants des droits de l'Homme, rapporte SPS.

Le tribunal de l'occupation marocaine à Marrakech avait décidé, mardi, de reporter au 13 février prochain le procès des étudiants sahraouis détenus, justifiant sa décision par l'absence de 4 détenus. Dans un

même contexte, la Conasadh a dénoncé l'intervention brutale et violence des forces d'occupations marocaines le 12 janvier en cours contre un groupe de citoyens sahraouis qui organisaient un accueil au détenu politique sahraoui libéré, Belaid Babit, dans la ville occupée de Boujdour.

La Conasadh a exprimé, à ce propos, «sa solidarité absolue avec tous les détenus politiques sahraouis et avec leurs familles face aux pratiques marocaines odieuses, contraires aux us, coutumes et chartes internationales». Appelant toutes les forces éprises de paix et de justice ainsi que les médias et les personnalités influentes «à agir pour faire pression sur le Maroc en vue de libérer tous les détenus politiques sahraouis dans les geôles marocaine», la Conasadh a dénoncé «toutes les formes d'humiliation et

de violation visant l'ensemble des activistes et défenseurs des droits de l'Homme».

La Conasadh a appelé le gouvernement d'occupation marocaine à «la libération immédiate et inconditionnelle de tous les défenseurs, activistes et détenus politiques sahraouis et l'annulation de tous les jugements iniques et arbitraires prononcés à leurs encontre».

Elle a appelé, en outre, à «faire la lumière sur le sort de tous les disparus sahraouis et à donner aux médias, observateurs internationaux, personnalités, délégations parlementaires internationales accès aux territoires occupés de la RASD pour constater les violations commises par l'Etat marocain», ajoute la même source.

G. H.

La question sahraouie en Espagne

La gauche unie de Huelva compte s'investir davantage contre l'oubli

La formation politique (Gauche unie) de la ville espagnole de Huelva compte s'investir davantage, à partir de cette nouvelle année, contre l'oubli de la question du peuple sahraoui en réclamant une solution politique juste et durable à ce conflit, a indiqué la responsable de l'organisation de ce parti politique, Silvia Zambrano.

Pour cette responsable, le défi majeur est de mettre plus de lumière dans la ville de Huelva sur l'abandon subi par la population sahraouie pour que tous les citoyens de la ville connaissent mieux cette question et contribuent également aux différents

programmes initiés en faveur de la population sahraouie réfugiée. La même responsable a souligné que sa formation fait tout ce qui est possible afin que «cette question ne tombe pas dans l'oubli et les revendications d'une solution politique juste et durable à ce conflit soit concrétisée».

Zambrano a assuré que l'izquierda unida continuera à présenter des initiatives municipales et dans d'autres institutions en organisant des campagnes de sensibilisation sociale afin, que la situation dramatique subie par la population sahraouie pendant plus de quarante

ans soit connue et dénoncée publiquement. La gauche unie continuera - Soutenir le peuple sahraoui représenté par le front Polisario - Réclamer le droit - L'autodétermination, a-t-elle affirmé avant de rappeler que cette revendication n'a jamais été prise en charge par un gouvernement espagnol.

La même responsable a ajouté par ailleurs que sa formation politique sera comme chaque année impliquée. A travers ses assemblées locales et son organisation provinciale, dans la campagne de collecte de nourriture et de matériel de solidarité pour la population sahraouie

vivant dans les camps.

Pour cette nouvelle édition de la Caravane pour la paix, organisée par la Fédération de soutien au peuple sahraoui, la même source a souligné que les militants de la gauche unie vont s'impliquer directement dans cette campagne au côté des associations locales afin de collecter «le maximum de nourriture et de matériel de solidarité».

Des ressources humaines et des infrastructures pour stocker et transporter les denrées collectées seront mises à la disposition de tous, a-t-elle précisé.

Pour sa part, Luis Cruz, président de la Fédération du soutien

au peuple sahraoui de Huelva, a rappelé que «les réfugiés sahraouis dépendent principalement des aides humanitaires étrangères et pour ce faire, a-t-il dit, nous tenons à remercier la population de Huelva pour toutes ses aides».

Cruz a rappelé, par ailleurs, que l'année dernière, l'aide alimentaire envoyée aux camps des réfugiés étaient de l'ordre de 50 tonnes, outre du matériel divers. La campagne de collecte pour cette année, a-t-il ajouté, va être lancée dans les prochains jours et «nous espérons collecter plus que la saison passée».

Hani T.



États-Unis

Les services fédéraux américains ferment faute de budget

■ Un an, jour pour jour, après l'élection de Donald Trump, les États-Unis sont entrés hier dans une période de turbulences avec la fermeture partielle de l'administration fédérale après l'échec d'un vote crucial au Sénat.

Par Rosa C.

Malgré d'intenses tractations ces derniers jours, la majorité républicaine, l'opposition démocrate et la Maison-Blanche n'ont pas pu s'entendre sur un budget, même temporaire, qui aurait permis d'éviter ce «shutdown» entré en vigueur à 00h00 (5h00GMT). Républicains et démocrates se sont rejetés immédiatement la responsabilité de cet échec, la Maison-Blanche accusant les démocrates de prendre les citoyens américains «en otages». «Ce soir, (les démocrates du Sénat) ont placé la politique au-dessus de notre sécurité nationale. (...) Nous ne négocierons pas sur le statut d'immigrants illégaux pendant que les démocrates prennent en otages les citoyens respectueux du droit avec leurs exigences irresponsables», a indiqué Sarah Sanders, porte-parole de Donald Trump. Les républicains, majoritaires avec 51 sièges au Sénat, n'ont obtenu que 50 voix, loin

des 60 voix (sur 100) nécessaire en faveur d'une extension pour quatre semaines, jusqu'au 16 février, du budget fédéral. Il s'agit du premier «shutdown» depuis octobre 2013 – sous l'Administration Obama – qui avait duré 16 jours. Il se traduira par la mise au chômage technique sans paie de plus de 850 000 employés fédéraux considérés comme «non essentiels» au fonctionnement de l'Administration. Il était impossible de savoir combien de temps durerait cette nouvelle fermeture, les tractations entre les deux partis devant très vite reprendre. Mais les démocrates ont indiqué qu'ils n'accepteront de voter pour un texte de compromis que s'il pérennise la régularisation de 690 000 jeunes immigrés au statut précaire, les «Dreamers».

Les premiers effets du «shutdown» devraient se faire sentir lundi. Les activités de nombreuses agences fédérales, comme les services fiscaux, seront réduites mais les services

de sécurité seront globalement épargnés. Les 1,4 million de militaires américains poursuivront leurs opérations mais sans être payés. «Notre pays a été fondé par des génies mais il est dirigé par des idiots», a lancé le sénateur républicain de Louisiane, John Kennedy, résumant d'un trait d'esprit l'ambiance générale. «Les choses se présentent mal», avait estimé peu avant le scrutin Donald Trump, l'issue du vote ne faisant plus aucun doute malgré une journée d'intenses tractations. Le président, qui devait rejoindre sa luxueuse résidence en Floride, est finalement resté à Washington. Il ne s'est pas exprimé personnellement après le vote. Dans l'après-midi, M. Trump avait pourtant évoqué une «excellente réunion préliminaire» avec le chef des sénateurs démocrates Chuck Schumer, après une rencontre à la Maison-Blanche, laissant espérer un accord de dernière minute.

La Chambre des représentants, à forte majorité républicaine, avait approuvé jeudi soir cette extension provisoire du financement de l'État fédéral, qui prévoyait également de prolonger pour six ans le programme d'assurance santé destiné aux enfants pauvres (Chip), une demande des démocrates.

«Maintenant, on a besoin des démocrates pour que (la loi de financement) soit approuvée au Sénat, mais ils veulent l'immigration clandestine et des frontières faibles», avait tweeté dans la matinée Donald Trump, qui dénonçait ces derniers jours un parti selon lui engagé dans une obstruction systématique et sté-



Ph. > D. R.

ric. Au-delà d'un budget temporaire, la quatrième depuis septembre, la majorité républicaine souhaite adopter un budget 2018 définitif de plusieurs centaines de milliards de dollars qui dope notamment les dépenses militaires, une promesse de campagne de M. Trump qui estime les forces armées sous-équipées après plus de seize ans de guerre ininterrompue. Les démocrates veulent la régularisation de 690 000 «Dreamers», arrivés clandestinement aux États-Unis quand ils étaient enfants et expulsables depuis l'abrogation par M. Trump du programme DACA datant de l'administration Obama qui leur offrait un statut de résident temporaire. Le président Trump a donné au Congrès jusqu'au 5 mars pour légiférer.

Le président républicain de la Chambre Paul Ryan, avait affirmé que «le peuple américain, en particulier les hommes et femmes en uniforme, méritent mieux qu'une fermeture du gouvernement». «Des gens vont mourir», avait lancé le conseiller parlementaire de la Maison-

Blanche, Marc Short, blâmant des sénateurs démocrates «retranchés pour forcer une paralysie» alors que le texte sur les «Dreamers» n'est pas prêt.

Et au-delà du budget, les parlementaires pensent aux élections de mi-mandat en novembre. Les démocrates estiment que les républicains qui ont tous les leviers du pouvoir – Maison-Blanche, Chambre des représentants, Sénat – seront tenus pour responsables de la paralysie et paieront le prix fort. Les républicains espèrent se servir du «shutdown» pour punir les sénateurs démocrates qui brigueront un nouveau mandat dans dix États remportés par Donald Trump à la présidentielle. Quatre d'entre eux, selon les médias, ont d'ailleurs voté avec les républicains vendredi soir.

Mais selon un sondage du Washington Post et d'ABC publié vendredi, 48% des Américains estiment que les républicains seraient responsables d'un éventuel blocage, contre 28% pour les démocrates.

R. C.



Points chauds

Désaccords

Par Fouzia Mahmoudi

Durant le mandat de François Hollande à l'Élysée, le Parti socialiste, pourtant en position de force après une victoire à la présidentielle en 2012, n'a cessé de voir sa popularité décroître et sa ligne politique critiquée par ses propres partisans. Et les critiques émanaient aussi depuis le parti même où de nombreux cadres critiquaient l'ambiance délétère que faisaient peser quelques personnalités du PS. Aujourd'hui, après son humiliante défaite à la présidentielle de 2017, le mouvement de gauche tente tant bien que mal de se reconstruire, mais les tiraillements internes semblent encore trop présents pour tourner une nouvelle page. En effet, Delphine Batho ancienne ministre de François Hollande, a assigné cette semaine en référé le Parti socialiste auprès du tribunal de grande instance (TGI). La députée des Deux-Sèvres estime en effet être empêchée de briguer la tête du parti. L'ex-ministre fustige «un coup d'État statutaire» et «une atteinte à une liberté fondamentale», celle d'une «candidature libre qui refuse de s'inscrire dans la logique des courants et des clans». Dans l'assignation, Delphine Batho reproche au PS «les modifications statutaires» qui devront être adoptées le 27 janvier lors du conseil national. La députée en est persuadée : l'obligation de «recueillir le soutien de 5% des membres du conseil national», soit 16 parrainages, la privera «de la possibilité de concourir». La candidate à la tête du PS dénonce également la limitation à «5 thématiques obligatoires et 50 000 signes» des textes d'orientation. Une telle mesure exclura, selon elle, «les débats sur le bilan du quinquennat (...), le féminisme, le travail, le terrorisme, la politique d'asile et d'immigration». Afin de permettre à tout membre du conseil national de déposer une candidature, Batho demande au TGI de suspendre la réunion statutaire du 27 janvier et de respecter les statuts actuels. Elle souhaite également que le PS soit condamné à lui verser 3 000 euros. La sénatrice de Paris, Marie-Noëlle Lienemann, a vivement réagi aux propos de l'ex-ministre de l'Écologie, du Développement durable, et de l'Énergie. «Est-ce qu'elle a besoin d'entretenir tous les populismes ?», s'est-elle indignée, notant qu'«une des raisons pour lesquelles elle va mettre en cause les statuts c'est de dire on m'empêche d'être candidate!». L'ex-secrétaire d'État au Logement a par ailleurs exhorté M^{me} Batho à venir exprimer son mécontentement directement devant les instances du parti. «Elle est membre de droit du conseil national, jamais elle ne prend la parole», a-t-elle relevé. «Si elle n'est pas d'accord, qu'elle le dise, qu'elle conteste, qu'on en débattenne». Au-delà de ces désaccords, c'est surtout la mésentente au sein du parti qui ressort et qui démontre une fois encore que le PS est loin d'être prêt de retrouver sa place sur l'échiquier politique et de prétendre à être un opposant ou un allié sérieux pour le gouvernement. F. M.

Proche-Orient

Visite de Mike Pence après la décision de Trump sur Jérusalem

Le vice-président des États-Unis, Mike Pence, est parti vendredi soir pour le Proche-Orient où il doit rencontrer les dirigeants égyptiens, jordaniens et israéliens mais pas les Palestiniens, qui ne décolleront pas depuis la décision choc de Donald Trump sur Jérusalem. Mike Pence, accompagné notamment de son épouse Karen, s'est envolé en début de soirée de la base aérienne d'Andrews en banlieue de Washington. La mini-tournée a été maintenue malgré le risque de «shutdown», une fermeture partielle des administrations fédérales qui devait prendre effet si le Congrès ne parvenait pas à trouver vendredi un accord budgétaire provisoire. «Les rencontres du vice-président avec les dirigeants d'Égypte, de Jordanie et d'Israël font partie intégrante de la sécurité nation-

le de l'Amérique», a justifié sa porte-parole Alyssa Farah à l'AFP. Le voyage, initialement prévu fin décembre, avait été reporté sur fond de vives tensions nées de la décision unilatérale du président Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël. L'annonce du 6 décembre rompt avec des décennies de diplomatie américaine et avec le consensus de la communauté internationale. Elle a d'ailleurs provoqué un tollé général et la colère des Palestiniens, qui entendent faire de Jérusalem-Est la capitale de l'État auquel ils aspirent.

Même si la décision américaine laisse la porte ouverte à une telle possibilité dans le cadre de négociations israélo-palestiniennes, les dirigeants palestiniens ont fait savoir que les États-Unis ne pouvaient plus prétendre à un rôle de médiateur

dans le processus de paix, que Donald Trump rêvait de relancer mais qui s'avère plus moribond que jamais. Les relations ont encore été aggravées par la décision des États-Unis, cette semaine, de «geler» plus de la moitié de leurs versements prévus à l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens.

Mike Pence ne rencontrera donc pas le président palestinien Mahmoud Abbas, contrairement à ce qui était initialement prévu en décembre.

Donald Trump a aussi annoncé le transfert à Jérusalem de l'ambassade des États-Unis, depuis Tel Aviv où se trouvent généralement les missions diplomatiques étrangères. Mais l'administration avait affirmé qu'un tel déménagement prendrait plusieurs années, le temps de trouver un emplacement adéquat et de construire le bâtiment.

Festival des musiques du XX^e siècle

Une variété de rythmes en clôture

■ Le 6^e Festival des musiques du XX^e siècle, créé par l'association «Echanges culturels en Méditerranée» (Ecume), a pris fin vendredi soir à Alger, avec un spectacle animé par les duos «Icarus» d'Espagne et «In Limine» d'Italie, devant un public peu nombreux.

Par Abla S.

Accueilli à l'Opéra d'Alger, ce festival regroupe des musiciens du réseau des Ecoles supérieures de musique de la Méditerranée, invités par l'association Ecume à animer une série de concerts qui restituent la musique contemporaine du XX^e siècle, permettant ainsi de rappeler le génie créatif des grands compositeurs issus des pays du bassin méditerranéen.

Premiers à monter sur scène, Alfonso Padilla Lopez au saxophone et Alberto Plaza Fernandez à la guitare, animant le duo espagnol «Icarus», ont présenté un programme pour guitare et saxophone, comprenant une dizaine de pièces de compositeurs espagnols et français, dans des atmosphères solennelles, créées par la douceur des mélodies et la richesse des arrangements.

Les œuvres, «A Night Pièce», «Mizu no Oto», «Danse De La Vida Breve» et «Nana» des compositeurs espagnols Ramon Humet, José Maria Sanchez-Verdu et Manuel De Falla, ainsi que «Entracte», «Soledad» et «Pièce en forme de Habanera» des Français Jaques Ibert, Patrick Roux et Maurice Ravel,



E. D. R.

ont constitué le rendu du duo qui a brillé de professionnalisme et de maîtrise. Longtemps applaudi par le public, le duo espagnol, «ravi de se produire à Alger», s'est fait succéder par «In Limine», un autre duo, italien

celui-là, composé par la cantatrice Vera Marengo et la pianiste Valentina Messa qui, à leur tour, ont embarqué l'assistance dans une belle croisière, à travers un répertoire pour piano et voix, fait d'une vingtaine de pièces – de

courte durée – où la beauté des airs s'est allée à la force du verbe, dans une fusion des genres qui a permis d'apprécier la créativité des compositeurs et des poètes italiens, espagnols et français.

Réparties en cinq thématiques, les pièces proposées ont restitué les musiques et poésies, respectivement, des Italiens, Michel Trenti avec Alessandra Capocaccia, des Espagnols, Frederico Mompou avec Juan Ramon Jiménez et des Français, Francis Poulenc et Maurice Ravel avec Paul Eluard et Charles d'Orléans.

Le président de l'association «Ecume» a saisi l'occasion de son allocution pour déclarer au public que l'édition de 2019 mettra en valeur, entre autres compositeurs, célèbres, «le grand musicien algérien Mohamed Guerbouchen».

Organisé conjointement, les 18 et 19 janvier, par l'Opéra d'Alger et le réseau Ecume, sous l'égide du ministère de la Culture, le 6^e Festival des musiques du XX^e siècle vise à favoriser les échanges musicaux, autour d'une thématique annuelle, entre les musiciens du réseau des Ecoles supérieures de musique de la Méditerranée créé en 1987.

A. S.

Festival de l'audiovisuel d'Oran

Exposition photo «Voyage et découverte»

Une exposition photo ayant pour thème : «Voyage et découverte» s'est tenue vendredi à Oran dans le cadre des activités de la 1^{re} édition du Festival du court-métrage et de la photographie initiée par l'association socioculturelle oranaise «Santé Sidi El-Houari» (SDH). «Cette manifestation artistique permet de dévoiler au public les vingt clichés sélectionnés au titre de cette édition», a indiqué Kamel Bereksi, président de l'association «SDH», qui a abrité le vernissage de l'exposition au niveau de son siège, au quartier histo-

rique Sidi El-Houari. Les vingt jeunes auteurs de ces photos, domiciliés dans différentes wilayas du pays, ont été retenus parmi plus de 200 candidats, a-t-il rappelé, signalant que les meilleures œuvres seront primées samedi à la clôture du Festival. Un public nombreux a assisté au vernissage tenu en présence du président du jury Hassan Kechach, accompagné d'autres membres à l'instar du photographe Hamid Aouragh.

Conformément à la thématique «Voyage et découverte» fixée par les organisateurs, les

photos présentées lors de l'exposition immortalisent une variété de scènes reflétant notamment la beauté du patrimoine culturel et de sites naturels du pays. Cette manifestation a été précédée jeudi à l'ouverture du Festival, par une rencontre mettant en relief l'importance de la formation dans l'audiovisuel et le rôle des professionnels de l'image dans la sensibilisation des jeunes à la notion de citoyenneté. Une autre activité majeure de cette édition était prévue hier à la salle «Maghreb» qui a abrité le visionnage des dix

courts-métrages en compétition. Ce festival clôture, pour rappel, le programme de formation-insertion en audiovisuel «lbd3com», concrétisé en une année par SDH avec l'appui de l'ambassade des Etats-Unis en Algérie, et ce, dans le cadre de l'Initiative pour le partenariat avec le Moyen-Orient (MEPI). Plus de 300 jeunes de différentes wilayas du pays ont bénéficié, à la faveur de ce programme, d'une formation aux métiers de l'audiovisuel.

L. B.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Hôtel Sofitel (El Hamma)

Jusqu'au 6 février :

Une exposition photographique nommée «Alger, ville de tous les contrastes» est organisée depuis le 6 janvier et se poursuivra jusqu'au 6 février prochain tout en reprenant les travaux de la photographe Yasmin Lalle. L'exposition s'intéresse, comme son nom l'indique, aux différents aspects de la capitale, au travers de photographies capturant la vie quotidienne d'une ville aux multiples facettes.

Salle des Actes de l'Institut Cervantès d'Alger (rue Khelifa-Boukhalfa, Alger)

Jusqu'au 25 janvier :

A l'occasion du 80^e anniversaire du Guernica de Picasso, l'ambassade d'Espagne et l'Institut Cervantès d'Alger organisent une exposition intitulée «Dialogue hispano-algérien sur le Guernica».

Palais de la culture Moufdi-Zakaria

Des photographies chinoises sur le patrimoine islamique exposées à Alger

Une exposition photographique chinoise sur les us et coutumes et le patrimoine des peuples musulmans ayant contribué autrefois à «la Route de la soie» se tient depuis jeudi à Alger.

Organisée au palais de la culture Moufdi-Zakaria par l'Association chinoise «Ningxia musulmane pour la promotion de l'économie culturelle et l'amitié internationale», l'exposition compte 150 photos représentant les cultures des pays asiatique, européen et africain qui ont marqué leur présence dans l'ancienne Route de la soie, à l'image de la Chine, la Turquie,

le Sultanat d'Oman et l'Egypte.

Les œuvres exposées mettent en exergue la vie sociale des peuples musulmans en Chine, à l'instar de Hui dans la région autonome Ningxia, de Ouïghour dans la région autonome de Xinjiang, ainsi que des musulmans des régions de Jiangsu et de Gansu, lesquels avaient un rôle prépondérant dans «la Route de la soie».

La Route de la soie dont l'histoire remonte au deuxième siècle A.D., est l'une des anciennes voies du commerce international terrestre et maritime et était également un centre d'échange culturel entre les dif-

férents peuples de l'Eurasie. A cette occasion, les organisateurs ont exposé certaines photos qui reflètent les relations d'amitié entre l'Algérie et la Chine pour lesquelles l'une d'elles symbolise le soutien de l'Algérie à la République populaire de Chine pour la reconnaissance de cette dernière par l'ONU durant la 26^e session de son Assemblée générale tenue le 25 octobre 1971. On y voit dans d'autres photos l'audience qu'a accordée le président chinois Mao Tsé Toung au président du Gouvernement provisoire de la République algérienne, Ferhat Abbas, et la délégation

Décès

L'artiste Abd El Ali Meskaldji n'est plus

LA SCÈNE artistique tebbesia a perdu vendredi un des piliers de la musique au niveau local, l'artiste Abd El Ali Meskaldji, décédé à l'âge de 81 ans des suites d'une longue maladie. Né en 1937 à Bab El Ziatine, antique quartier de la ville de Tébesa, le défunt a étudié la musique et ses différentes makamat (gammes orientales et arabes) et appris plusieurs instruments, dont le luth et el qanoun».

Connu pour sa jovialité et son dynamisme dans le domaine de la culture et de l'art, le défunt a eu un long parcours artistique jalonné, entre autres, de participation comme jury de concours «Alhan Wa Chabab» et de compositions musicales pour plusieurs artistes locaux à l'image de Djamel Eddine Derbassi, Hamdadou Sadek et Mohamed Rachedi. Ami et cousin germain de feu Malek Bennabi, le défunt adorait les «Mouachahate» (chant classique oriental) et avait fondé, en compagnie du défunt Ali Mokdad, la troupe «Essourour» qui a pris part à de nombreuses manifestations culturelles et artistiques.

Le défunt a été inhumé après la prière du vendredi au cimetière de Tagheda, en présence de nombreux artistes, amis et citoyens.

F. H.



CAN de handball
Les Verts se reprennent

LA SÉLECTION algérienne de handball a remporté une logique victoire devant son homologue congolaise 33-31 (mi-temps : 19-14), vendredi à Libreville pour le compte de la 3^e journée du groupe A de la Coupe d'Afrique des nations 2018 (CAN-2018). Battus la veille à la surprise générale par le Gabon, pays organisateur (26-25), les Verts se sont bien ressaisis en dominant les Congolais qui n'ont pas pesé lourd, le score ayant pu être plus lourd en faveur de l'équipe nationale. Excepté le premier quart d'heure qui avait connu une domination des Diables rouges du Congo, le reste de la partie était en faveur des coéquipiers de Messaoud Berkous, élu pour la deuxième fois du tournoi meilleur joueur du match grâce notamment à ses huit réalisations. La rencontre face au Congo a été l'occasion pour l'entraîneur Sofiane Haïouani de faire tourner au maximum son équipe, en prévision du choc d'aujourd'hui contre la Tunisie pour le compte de la 4^e et dernière journée de la phase de poules. Le match a basculé à la 16^e minute, quand le staff technique algérien a

demandé un temps mort alors que les Congolais menaient 9-6 au score. C'est à ce moment-là que les Algériens ont entamé leur remontée au score, aidés en cela par la grande prestation du gardien Khalifa Ghedbane, auteur de plusieurs arrêts décisifs. En deuxième période, le match a complètement basculé du côté algérien après l'exclusion définitive pour un geste brutal du capitaine congolais, Costodes Taty, qui a déstabilisé son équipe. Les Verts ont réussi à avoir jusqu'à huit buts d'avance (25-17 à la 39^e minute), avant de baisser la garde pour laisser les hommes de Roussel Samba revenir à 33-31 à la fin du match. Le Sept algérien, à l'instar des autres équipes participantes au tournoi, a bénéficié hier d'une journée de repos, une occasion pour recharger les batteries avant le chaud derby maghrébin face à la Tunisie aujourd'hui (17h00) qui aurait pu être une «finale» pour la première place de la poule, n'était-ce la défaite inattendue face au Gabon qui pourrait être lourde de conséquences pour le classement final de l'équipe nationale.

Cyclisme/La tropicale Amissa Bongo (5^e étape)
Reguigui à la 2e place

LE COUREUR cycliste algérien, Youcef Reguigui, a pris la deuxième place de la 5^e étape de la Tropicale Amissa Bongo disputée entre Oyem et Ambam (Cameroun) vendredi sur une distance de 141 km en 3h18'48", alors que la première place est revenue à l'Australien Brenton Jones (3h18'48"). Déjà vainqueur de la 2^e étape, l'Australien a battu au sommet de la montée finale l'Algérien Reguigui et l'Italien Rinaldo Nocentini (3h18'48"). Au classement général, le coureur algérien de l'équipe algéro-belge Sovac-Natura4Ever occupe 8^e la place (18h19'52"). Le maillot jaune de leader au classement général reste sur les épaules du Rwandais Joseph Areruya (18h12'10"), avant l'avant-dernière étape prévue ce

20 janvier (115 km entre Bitam et Oyem). Areruya, huitième de la cinquième étape, a tenté de sortir du peloton juste avant l'arrivée. Mais le Rwandais avait perdu deux de ses lieutenants au cours de l'étape, Valens Ndayyiseng et Bonaventure Uwzeyimana, sur abandon. Le jeune de 21 ans a encore deux jours pour défendre sa première place au classement général. La deuxième place au général est occupée par l'Allemand Holler Nikodemus (18h12'21") devant le Français Damien Gaudin (18h12'42"). La sixième et avant-dernière étape prévue hier entre Bitam et Oyem est la plus courte (115 km), sans grande difficulté.

Le leader l'AS Ain M'illa et son poursuivant direct le MO Béjaïa ont renoué avec le succès en battant respectivement la le RC Relizane (0-2) et le RC Kouba (1-0) vendredi lors de la 17^e jour-

	Pts	J
1). AS Ain M'illa	35	17
2). MO Béjaïa	32	17
3). CABBA Arréridj	31	17
4). JSM Skikda	29	17
-). ASO Chlef	29	17
6). JSM Béjaïa	27	17
7). RC Relizane	26	17
8). ASM Oran	25	17
9). Amel Boussaâda	20	17
10). GC Mascara	19	17
11). WA Tlemcen	18	17
12). RC Kouba	17	17
-). MC Saïda	17	17
-). MC El Eulma	17	17
15). CRB Ain Fekroune	16	17
16). CA Batna	12	17

née de Ligue 2 Mobilis de football, marquée également par la belle victoire de CA Bordj Bou-Arréridj sur la JSM Skikda (2-0) qui lui permet de montrer pour la première fois de la saison sur la

Ligue 1 Mobilis (17^e journée)
L'USB et l'USMH surprennent

■ L'USM El-Harrach et l'US Biskra, vainqueurs vendredi soir, respectivement, devant le CR Belouizdad et la JS Saoura sur le même score de 1 à 0, pour le compte de la 17^e journée de la Ligue 1 Mobilis, ont décroché de précieuses victoires en vue du maintien, alors que la JS Kabylie accrochée par la lanterne rouge l'USM Blida (1-1) est désormais à 2 points de la zone de relégation.

Par Mahfoud M.

En dépit de leurs précieuses victoires, l'USM El-Harrach et l'US Biskra restent toujours relégables en occupant conjointement la 14^e place du classement avec 16 points, alors que l'USM Blida est toujours bon dernier avec 9 points. Dans le derby algérois opposant l'USM El-Harrach au CR Belouizdad, les coéquipiers du gardien Mazouzi sont allés s'imposer au stade du 20-Août grâce à un joli retourné de Hadj Bouguèche en début de deuxième mi-temps (54'), infligeant ainsi une 4^e défaite consécutive aux Belouizdaci qui ont raté un penalty en fin de match par Maameri. L'entraîneur tunisien de l'USM El Harrach, Hammadi Dou, s'est réjoui du résultat obtenu par ses joueurs, soulignant que chaque point engrangé est une motivation supplémentaire pour son équipe qui joue sa survie en Ligue 1. «C'est une belle victoire, qui va nous permettre d'aborder sereinement les prochains matchs», a-t-il déclaré à l'issue du match. De son côté, l'US Biskra s'est imposée à domicile devant la JS Saoura, 2^e du classement, grâce un but inscrit par la nouvelle recrue, le Congolais Kangou Ronel, à la 21^e minute. Une précieuse victoire des hommes de Leknaoui qui confirment leur qualification pour les 8^e de finale de la Coupe d'Algérie obtenue la semaine dernière contre l'USM El Harrach (1-0). En revanche, la JS Saoura qui reste sur une qualification pour les 8^e de finale contre l'ES Sétif (1-0) risque d'être rejointe par l'USM Alger à la 2^e place en cas de succès contre le NA Hussein-déy same-



Les Harrachis respirent

di au stade 5-Juillet. Le dernier match disputé ce vendredi a vu la JS Kabylie, version Noureddine Saadi, être accrochée à domicile par la lanterne rouge l'USM Blida (1-1). C'est pourtant la JS Kabylie qui avait ouvert le score après un but

contre son camp de Bouhaniche à la 39^e minute, avant que Frioui n'égalise à la 71^e minute sur penalty. Une contreperformance des Canaris plus que jamais proches de la zone rouge.

M. M.

Lutte/Championnat d'Algérie (juniors)/par équipes
Les ligues d'Alger et d'Oran haut la main

LES LUTTEURS de la Ligue d'Alger ont remporté tous les titres des éliminatoires (par équipes) du Championnat d'Algérie de lutte juniors (lutte libre, gréco-romaine), la Ligue d'Oran a décroché, pour sa part, la majorité des premières places dans la catégorie lutte féminine, et ce, au terme des éliminatoires qui se sont déroulées vendredi à la salle Harcha-Hacène d'Alger. Les lutteurs de la Ligue d'Alger ont obtenu 94 points et réussi à décrocher l'ensemble des titres dans la catégorie lutte gréco-romaine, suivis des ligues des

wilayas de Annaba (78 points) et de Blida (31 points). Dans la catégorie lutte libre, les représentants de la wilaya d'Alger ont obtenu 89 points en reportant la majorité des titres en lice, suivis des ligues des wilayas de Annaba (71 points), Blida (57 points) et Oran (40 points). La première place du podium dans la catégorie lutte féminine (par équipes) est revenue aux athlètes de la ligue d'Oran avec 55 points, suivis de Béjaïa (45 points), Bordj Bou-Arréridj (36 points) et Bouira (28 points).

R. S.

Ligue 2 Mobilis (17^e journée)

L'ASAM et le MOB l'emportent, le CABBA se rapproche

troisième marche du podium. L'ASAM qui restait sur deux contreperformances, a remporté une précieuse victoire en déplacement contre l'ASMO grâce à deux réalisations de Agougne (36 csc), Benyahia (76). A la faveur de cette victoire, les hommes de Cherif Hadjar conservent leurs trois points d'avance sur leur poursuivant direct le MO Béjaïa, version Rachid Bouarata, qui a éprouvé d'énormes difficultés pour battre une courageuse équipe koubéenne sur un but de Maamar à la 56^e minute de la partie. Le grand bénéficiaire de cette journée est incontestablement le CA Bordj Bou-Arréridj qui se hisse à la troisième place à la faveur de la victoire remportée à domicile contre la JSM Skikda dans le choc de la 16^e journée. Deux

but de Kourbia (6) et Boutebba (31) ont permis aux hommes de Lyamine Bougherara d'engranger trois points et sont désormais à une longueur de deuxième et quatre du leader. En revanche, son adversaire du jour, la JSM Skikda de Youssef Bouzidi, recule à la quatrième place à deux unités du podium. L'ASO Chlef qui joue elle aussi pour l'accession en Ligue 1 s'est contentée du point du match nul lors de son déplacement à Tlemcen contre le WAT (0-0) et partage la quatrième place avec la JSMS. Le grand perdant de la journée est la JSM Béjaïa qui est revenue bredouille de son déplacement à Ain Fekroune, battue 1-0 sur un penalty de Ghellab (45+2 pen). Les hommes de Mounir Zeghdoud ont laissé filer une bonne occa-

sion de se rapprocher des clubs de tête. Dans le bas du classement, outre la victoire du CRBAF, la journée a été marquée par la large victoire du MC El Eulma dirigée par Jules Accorsi et emmené par l'expérimenté buteur Ziaya contre une équipe de l'ASM Oran en perte de vitesse (4-1). Quant au dernier, le CA Batna, il est revenu avec un nul de Mascara contre le GCM (0-0).

Résultats et classement :

CRBAF- JSMB	1-0
RCR-ASAM	0-2
CABBA- JSMS	2-0
AB-SMCS	2-0
MCEE- ASMO	4-1
WAT-ASO	0-0
MOB-RCK	1-0
GCM-CAB	0-0

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Oran

Mise en échec d'une tentative de trafic de plus de 2 quintaux de kif

LES SERVICES de la Gendarmerie nationale d'Oran ont réussi, ce week-end, à mettre en échec une tentative de trafic de 228 kilos de kif traité, a-t-on appris samedi de ce corps de sécurité.

Agissant sur renseignements et suite à la surveillance des mouvements des narcotrafiquants impliqués dans cette affaire, les gendarmes enquêteurs relevant de la section des recherches du groupement territorial d'Oran ont arrêté trois individus formant un réseau de trafic international des stupéfiants provenant du Maroc, a-t-on souligné de même source. Ces narcotrafiquants ont été arrêtés, dans la

commune d'El Kerma, à l'entrée sud du groupement urbain d'Oran, au niveau d'un point de contrôle de la sécurité routière de la Gendarmerie nationale. Leur véhicule qui transportait cette quantité de drogue, a été également saisi.

Un autre véhicule utilitaire et une importante somme d'argent, représentant une des recettes de l'activité prohibée de ce réseau, ont été aussi saisis dans la région centre du pays, dans le prolongement de cette opération et des investigations poursuivies par les enquêteurs, dans le cadre d'une autorisation d'extension de compétence.

Slim O.

Oran et Sétif

Deux éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés

DEUX éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés vendredi à Oran et à Sétif par des détachements de l'Armée nationale populaire, indique samedi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation efficace de renseignements, des détachements de l'Armée nationale populaire ont arrêté, le 19 janvier 2018, deux éléments de soutien aux groupes terroristes à Oran et à Sétif», précise la même source.

En outre, et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP «ont saisi à Tamanrasset, In Guezam et Bordj Badji Mokhtar, un camion, quatre véhicules tout-terrain, huit tonnes de denrées alimentaires, 1 000 litres d'huile de table, 6 000 litres de carburant, 864 unités de produits détergents, sept groupes électrogènes, sept marteaux piqueurs et un détecteur de métaux».

L. M.

Thaïlande

Un baron du trafic d'animaux sauvages arrêté

UN BARON du trafic d'espèces en danger en Asie, Boonchai Bach, a été arrêté vendredi soir par la police thaïlandaise, qui porte ainsi un coup à l'un des principaux gangs impliqués dans la contrebande d'ivoire, de corne de rhinocéros et de tigres vers la Chine et le Vietnam. Agé de 40 ans, ce Vietnamien, également citoyen thaïlandais, a été arrêté à Nakhon Phanom, dans le nord-est du pays, alors qu'il organisait le trafic de 14 cornes de rhinocéros pour une valeur d'environ un million de dollars entre l'Afrique et la Thaïlande. «C'est un gang majeur du trafic et Boonchai est l'un des chefs», a déclaré aux journalistes le chef adjoint de la police nationale, le général Chalermkiat Srivorakan, après l'arrivée du suspect à l'aéroport de Bangkok. «Boonchai a admis son implication», a-t-il poursuivi, ajoutant qu'il risquait jusqu'à quatre ans de prison. Cette arrestation survient après celle, le 12 décembre, de Nikorn Wongprachan, un responsable des Parcs nationaux et de la protection de la vie sauvage en Thaïlande. L'homme a été interpellé dans le principal aéroport

de Bangkok alors qu'il tentait d'en faire sortir une corne de rhinocéros saisie par les autorités. C'était un ressortissant chinois, arrêté la veille à son arrivée de Johannesburg en Afrique du sud, qui l'avait transportée jusqu'en Thaïlande. Cette arrestation a mené jusqu'à Boonchai Bach, qui finance le réseau. Durant des années, le clan Bach opère depuis Nakhon Phanom, à la frontière du Laos, point de passage pour le trafic de faune sauvage vers le Laos et le Vietnam. Selon Freeland, organisation de lutte contre le trafic qui travaille en étroite collaboration avec la police thaïlandaise, Bach «contrôle la chaîne d'approvisionnement depuis l'Asie et l'Afrique vers les principaux revendeurs au Laos, Vietnam et Chine». La Chine et le Vietnam font partie des principaux marchés pour le commerce illégal d'espèces menacées ou protégées, les produits dérivés des cornes d'éléphants et de rhinocéros, ou encore des écailles de pangolin, sont parés de vertus très controversées dans la médecine traditionnelle.

(APS)

VERS UNE HAUSSE DES PRIX DE L'ENERGIE



Loumis

Djalou@hotmail.com

Les forces de l'ordre ferment la route aux manifestants retraités de l'ANP

Plusieurs axes routiers vers Alger bloqués

■ Dès les premières heures de la matinée d'hier, sur les principaux axes menant vers la capitale des barrages filtrants de la police et de la gendarmerie ont été installés pour empêcher les retraités de l'ANP à manifester à Alger, ce qui a engendré une circulation fortement perturbée.

Par Thinhinene Khouchi

Plusieurs axes routiers menant vers Alger ont été bloqués hier pour empêcher les retraités de l'Armée nationale populaire de manifester à Alger. Un impressionnant dispositif sécuritaire a été dressé sur plusieurs axes menant vers la capitale, engendrant ainsi une forte circulation. En effet, très tôt dans la journée d'hier, les manifestants, venus de plusieurs wilayas du pays, ont été empêchés d'entrer à Alger où ils avaient prévu de se rassembler. D'ailleurs, ce n'est pas la première fois que les retraités de l'Armée nationale populaire marchent vers Alger. Pour rappel, il y a près de 8 mois, plus de 5 000 militaires retraités et militaires invalides venus de plusieurs wilayas du pays ont investi les routes nationales 5 et 12 pour se diriger vers la capitale, provoquant ainsi une paralysie du trafic dans les deux sens. Les manifestants scandaient des slogans liés à leurs revendications socio-professionnelles. Ils revendiquent, notamment, «une reconnaissance officielle, la révision de leur pension de retraite, des indemnités, une pension mensuelle à la mesure de leurs sacrifices, une prise en charge sociale et médicale, la régularisation de leur situation vis-à-vis de la Sécurité sociale, l'accès à l'emploi». «Nous nous sentons marginalisés, alors que nous avons

consenti d'énormes sacrifices pour sauver la patrie lors de la décennie noire», affirme un des manifestants. Quant à son collègue, il relate son parcours depuis son incorporation jusqu'à sa prise de retraite où il a dû faire face à tous les dangers. «Certains de nos compagnons sont morts, laissant des enfants derrière eux, d'autres sont handicapés à vie et les vivants toujours traumatisés comme nous éprouvent les pires difficultés à vivre aujourd'hui», déplore-t-il. «Nous demandons la reconnaissance de nos sacrifices, à commencer par une indemnisation conséquente et une retraite honorable et équitable», réclame un autre manifestant. Selon eux, des

centaines de retraités ont souffert tout au long de la décennie noire qu'a connue le pays, mais la plupart d'entre eux sont marginalisés, précisant que certains d'entre eux se trouvent sans toit, sans travail, alors que pour d'autres leurs salaires sont dérisoires. Les manifestants se déclarent déterminés à faire aboutir leur plateforme de revendications. A chaque fois que les manifestants tentent d'organiser des marches à Alger, ils sont souvent empêchés d'y entrer ou dispersés par les forces de l'ordre qui ne font d'ailleurs qu'appliquer la loi qui interdit, depuis 2001, marches et rassemblements dans les rues de la capitale.

T. K.

Paiement en ligne Algérie Poste lance sa nouvelle plateforme monétique

L'OPÉRATEUR public Algérie Poste (AP) a procédé, samedi à Alger, au lancement d'une nouvelle plateforme monétique permettant le paiement en ligne de factures et la recharge de l'ADSL (Internet haut débit fixe) et de l'internet mobile à travers sa carte électronique Edahabia. Le directeur général d'AP, Abdelkrim Dahmani, a indiqué à la presse avoir conclu des contrats avec les opérateurs publics Algérie Télécom et Mobilis pour la généralisation du paiement en ligne des factures, des recharges téléphoniques et de l'internet (ADSL et mobile) via la carte monétique Edahabia d'AP. Il a précisé que plus de 3 millions de clients d'Algérie Poste ont reçu leur carte Edahabia et que 4 millions de ces cartes monétiques ont été déjà fabriquées et se trouvent actuellement au niveau du réseau postal pour être délivrées, ajoutant que cette opération s'inscrit dans le cadre de la modernisation des moyens de paiement et pour stimuler l'usage de la carte monétique d'Algérie Poste.

M. O.